



la science pour la vie, l'humain, la terre

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Direction du Financement et des Achats

Service des achats

147 rue de l'Université

75338 PARIS CEDEX 07

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Objet du marché :

Dispositif Acculturation-Formation RPS

à destination de :

- Des acteurs prévention/RH des centres et départements de recherche
 - Membres des F3SCT
 - Assistants de Prévention
 - Encadrement
 - Agents

SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE D'INRAE	3
1. Généralités	3
2. Organisation de la prévention à INRAE	4
3. Politique de prévention des risques professionnels à INRAE	4
4. Prévention des risques psychosociaux à INRAE	5
ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 1.2 Contexte et objet de l'accord-cadre - étendue des prestations	5
ARTICLE 2 – DISPOSITIF ACCULTURATION – FORMATION RPS	6
Article 2.1 Objectifs	6
Article 2.2 Contenu attendu en fonction des différentes populations cible	7
Article 2.2.1 Pour les acteurs prévention/RH des centres et départements de recherche	7
Article 2.2.2 Pour les membres des F3SCT	9
Article 2.2.3 Pour les Assistants de Prévention	10
Article 2.2.4 Pour l'encadrement (centres et unité)	11
Article 2.2.5 Pour les agents	11
ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA MISSION	12
Article 3.1 Organisation de la logistique relative aux sessions de formation	13
Article 3.2 Calendrier d'action	13
ARTICLE 4 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURISATION DES DONNÉES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SOUS-TRAITANTS ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE	14
Article 4.1 Exigences réglementaires	14
Article 4.2 Engagement du Titulaire	15
Annexe 1 – Sites d'INRAE	17
Annexe 2 – Effectifs des centres et Répartition des sièges aux CSA spéciaux et F3SCT associées	18
Annexe 3 – Tableau de synthèse	19

PRESENTATION GENERALE D'INRAE

1. Généralités

INRAE, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation créé le 1^{er} janvier 2020.

INRAE est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) regroupant 14 693 agents (dont 8614 agents titulaires) en 2024.

L'organisation de l'Institut s'articule autour de **353 unités**, de nature d'activités différentes (unités administratives, de recherche et expérimentales), réparties dans **19 centres** implantés dans toute la France, dont la Corse et les Antilles <https://www.inrae.fr/centres>

Les équipes scientifiques réparties dans l'ensemble de ces centres sont organisées en 14 Départements scientifiques de recherche.

L'institut se positionne parmi les tout premiers organismes de recherche au monde en sciences agricoles et alimentaires, en sciences du végétal et de l'animal, et en écologie-environnement. Il est le premier organisme de recherche mondial spécialisé sur l'ensemble « agriculture-alimentation-environnement ».

La direction générale est composée en collège de direction avec le Président d'INRAE, le directeur général délégué aux affaires scientifiques et le directeur général délégué à l'appui à la recherche auxquels s'ajoutent trois directeurs scientifiques : à l'alimentation, à l'agriculture, à l'environnement ainsi que le directeur de la DARESE (Direction de l'action régionale de l'enseignement supérieur et de l'Europe) et les directeurs des Ressources Humaines (DRH) et de la Responsabilité Sociétale des Etablissements (DRSE) ; le siège d'INRAE regroupe des directions et des délégations.

L'unité est au cœur du système d'organisation d'INRAE. Elle représente le niveau opérationnel de base de l'organisation scientifique et administrative et constitue à ce titre la première interface fonctionnelle pour les agents. INRAE compte 353 unités réparties selon les types suivants :

- les unités de recherche propres (UR), relevant de la seule tutelle d'INRAE ;
- les unités mixtes de recherche (UMR) relevant de plusieurs tutelles ;
- les unités de service (US) qui ont des activités principalement dédiées aux prestations de service ;
- les unités expérimentales (UE) qui apportent un appui logistique et scientifique indispensable aux activités de certaines unités de recherche pour l'accomplissement de leurs missions et la réalisation de leurs programmes de recherche. Elles sont un lieu de mise au point d'innovations ou de produits, entre l'institut et les milieux professionnels ;
- les unités sous contrat (USC) correspondent à une situation dans laquelle INRAE souhaite développer sa collaboration scientifique avec un ou plusieurs établissements au travers d'un projet identifié, sans que celui-ci ne devienne pour autant une composante organique de l'institut ni que ce dernier en exerce la tutelle ;
- les unités d'appui à la recherche (UAR) sont des unités d'administration et d'appui à la recherche au sens large (directions du siège, Services déconcentrés d'appui à la recherche dans les centres dits SDAR ou encore unités dédiées à des missions fonctionnelles).

2. Organisation de la prévention à INRAE

INRAE s'est doté d'une structure et d'un mode de fonctionnement propre à assurer la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement.

Cette structure est basée sur le principe de la responsabilité des chefs de service, tel que défini dans le décret 82-453 modifié du 28 mai 1982 (direction générale, présidents de centre et directeurs d'unité). Elle s'appuie sur des personnes ressources (conseillers prévention, médecins du travail, assistants de prévention (AP), personnes compétentes en radioprotection...) et sur des instances compétentes en la matière, à savoir les Comités Sociaux d'Administration d'établissement et spéciaux, et leurs formations spécialisées associées en matière de Santé, de sécurité et des conditions de travail (F3SCT).

Au niveau national, la mission d'assistance et de conseil auprès de la direction générale, en matière de prévention, est assurée par le pôle prévention national, positionné au sein du Département Sécurité au Travail, Environnement et Protection Sociale (STEPS) de la DRH. Ce département est animé par la Conseillère Nationale Prévention (CNP).

Sur les centres, chaque président et présidente est assisté par un conseiller prévention de centre (CPC) au sein d'un service prévention (suivant les centres) et, selon la situation de chaque centre, par un ou plusieurs médecins du travail (MdT) et infirmières.

Dans les unités, le directeur est assisté par les assistantes et assistants de prévention (AP).

Les dispositions générales relatives à l'hygiène, à la sécurité et à la santé des personnes au travail, ainsi qu'à la protection des biens et au respect de l'environnement, font l'objet d'une note de service interne INRAE en cours de révision (NS 2014-14). Cette dernière est prise en application du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

La structure est la suivante (*prenant en compte la prévention des RPS*) :

Niveau dans l'organisation	Responsables décideurs	Assistés par des structures de conseil et de concertation		
National	Direction Générale	CSA d'établissement et F3SCT associée	Conseillère nationale prévention (CNP) Pôle Prévention national	Coordination médicale nationale
Centres	Président/Présidente de centre	CSAS (spéciaux) et F3SCT associées	Conseiller prévention de centre (CPC) Responsable RH de centre	Médecins du travail
Unités	Directeur/Directrice d'unité	Conseil de service/d'unité	Assistants/Assistantes de prévention (AP)	

3. Politique de prévention des risques professionnels à INRAE

La politique de prévention est diffusée au travers d'une politique Santé-Sécurité et Environnement. Elle précise l'importance de la responsabilité de la hiérarchie mais également le rôle de chaque agent pour maîtriser les risques liés aux activités de recherche, d'expérimentation et d'appuis à la recherche.

Un bilan annuel des résultats de santé et sécurité au travail est diffusé et présenté aux instances, au travers du Rapport Social Unique. Il détaille les principaux indicateurs de sécurité, tels que définis dans la réglementation en vigueur. Les risques présents dans l'établissement sont multiples. Ils comprennent les

risques généraux ainsi que des risques spécifiques à l'activité de recherche. On peut citer notamment les risques chimiques, biologiques, radiologiques, physiques ainsi que les risques psycho-sociaux.

Un programme pluriannuel de prévention national est réalisé et précise les objectifs à atteindre. Chaque centre établit également son bilan-programme de prévention annuellement en fonction du contexte et des enjeux locaux.

4. Prévention des risques psychosociaux à INRAE

La politique d'INRAE en matière de prévention des RPS a été déployée dès 2013, suivant ainsi le protocole d'accord-cadre pour la prévention des RPS dans la Fonction Publique (22/10/2013). Il s'agissait de mettre en œuvre un plan d'actions de prévention des RPS qui comprenait l'évaluation des risques à l'échelle des unités, l'information et la formation des acteurs (dont les agents) et l'élaboration et la conduite des actions, en s'appuyant sur le développement de compétences internes spécialisées pour accompagner les actions. Dans une démarche d'amélioration continue, INRAE a mis au point une méthode d'évaluation-conseil des risques psychosociaux, en lien avec les représentants du personnel, les encadrants, les membres de la F3SCT (ex CHSCT) et les acteurs de la fonction RH.

Elément essentiel de la politique de prévention, le plan d'action de prévention des RPS 2024-2026 est structuré autour de six thématiques principales, qui sont autant d'orientations structurantes pour INRAE pour les années à venir. Ce plan d'action, qui sera transmis au titulaire du marché en amont de ses interventions, décline des actions sur tous les volets de la prévention.

Il s'agit ainsi d'intervenir en amont, en évaluant de manière continue/itérative les RPS au sein des unités, d'acculturer et de former nombre d'acteurs – partie-prenantes ou non de la prévention –, aux RPS et à leur prévention, de gérer les difficultés lorsqu'elles se présentent, d'anticiper la gestion de risques en devenir (tels par exemple l'éco-anxiété, les difficultés liées au fossé intergénérationnel au travail, ou la prise en compte du besoin de sens au travail), ou de mettre en place, via le suivi des indicateurs RPS, un suivi longitudinal des évolutions.

Concernant plus spécifiquement la prévention primaire des RPS, et en lien avec les obligations légales, une nouvelle méthodologie d'évaluation des RPS – inscrite dans le processus global d'évaluation des risques professionnels, et incluse dans le Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) géré par Préventeo, le logiciel d'évaluation des risques professionnels mis en place courant 2024 –, est expérimentée depuis fin 2024 dans certains centres volontaires, en vue de sa mise en place progressive au sein de l'institut à partir du printemps 2025. Les documents relatifs à cette nouvelle méthodologie RPS seront transmis au titulaire du marché en amont de ses interventions.

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Article 1.2 Contexte et objet de l'accord-cadre - étendue des prestations

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en place d'un dispositif « Acculturation-Formation à la prévention des Risques Psycho Sociaux (RPS) », en lien avec les dispositions relatives à la sécurité du travail et aux conditions de travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Ce dispositif Acculturation-Formation RPS est destiné aux 5 populations spécifiques d'INRAE suivantes :

- Les acteurs Prévention/RH des centres et départements de recherche ;
- Les membres des F3SCT ;
- Les Assistants de Prévention ;
- L'encadrement (en centres et unités) ;
- Les agents d'INRAE.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

- Pour les acteurs Prévention/RH des centres et départements de recherche, et membres des F3SCT, les sessions devront principalement être organisées au siège d'INRAE à Paris (11 rue Jean Nicot et 147 rue de l'Université 75338 Paris) ou à Antony (1 Rue Pierre Gilles de Gennes 92160 Antony). Certaines pourront exceptionnellement être organisées dans des centres (Antilles) ou sur demandes particulières.
- Pour l'encadrement d'INRAE et les agents, les sessions devront principalement être organisées dans les centres de recherche, et s'effectuer au sein des centres demandeurs.
- Pour les assistants de prévention, les sessions s'organiseront uniquement en format webinaire.

L'exécution des prestations définies précisément à l'article 2.2 du présent CCTP auront lieu en présentiel, excepté dans le cas des assistants de prévention. Toutefois, en cas d'évènements imprévisibles tels que pandémie, impossibilité d'exercer l'activité dans les locaux d'INRAE, grèves, etc ne permettant pas un regroupement physique des personnes ou des déplacements de personnes, l'ensemble des prestations se fera obligatoirement à distance via des moyens de communication numérique (Zoom, Teams ou autres outils) aux tarifs indiqués dans le Bordereau des Prix (BPU).

ARTICLE 2 – DISPOSITIF ACCULTURATION – FORMATION RPS

Article 2.1 Objectifs

La formation doit permettre à chaque participant de repartir avec le bagage thématique et opérationnel décliné pour chaque population concernée sous forme d'objectifs, et de programme prévisionnel.

L'attention du prestataire est attirée sur le fait que des ajustements pourront être apportés, sous condition que ces ajustements n'entraient pas de modifications substantielles du marché au titre de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique.

A noter que l'ingénierie des sessions de formation devra se faire en collaboration avec un comité de pilotage mis en place par INRAE au niveau national, qui devra être sollicité pour avis, conseils et ajustements le cas échéant. Les acteurs identifiés pour ce comité de pilotage sont les suivants :

- la conseillère nationale prévention d'INRAE ;
- le conseiller en prévention des RPS national ;
- un médecin coordinateur national ;
- le secrétaire de la F3SCT ou son adjoint ;
- des représentants de la F3SCT nationale.

Article 2.2 Contenu attendu en fonction des différentes populations cible

Article 2.2.1 Pour les acteurs prévention/RH des centres et départements de recherche

Sur chaque centre de recherche, sont nommés un Conseiller ou Conseillère Prévention de Centre (CPC) ainsi qu'un ou une Responsable des Ressources Humaines (RRH). Le CPC est notamment en charge du pilotage de la démarche d'évaluation des risques professionnels (dont les RPS), le ou la RRH est en charge, dans le domaine des RPS, de l'accompagnement des situations individuelles et collectives. Sur certains centres, un ou une chargé.e de mission peuvent accompagner les RRH, on parle alors de CRH (Chargé.e de Ressources Humaines).

Ces acteurs locaux peuvent être ponctuellement accompagnés par les « Chargés de Ressources Humaines de Département » de recherche (CRHD). Ces derniers acteurs sont placés auprès des chefs de département scientifiques et sont chargés d'accompagner ces structures dans leur animation RH.

Les **Conseillers prévention de centre, avec l'appui des RRH**, seront notamment sollicités – après avoir été dument formés – dans le cadre de la mise en place de la nouvelle méthodologie d'évaluation des RPS d'INRAE (inscrite dans le logiciel Préventéo), pour accompagner au choix et à l'utilisation d'outils d'évaluation dans les unités ; ce choix d'outils se fera « au cas par cas » selon les besoins identifiés lors des évaluations annuelles des RPS au sein des unités.

Sur ce point, l'attention du prestataire est attirée sur la nécessité d'orienter la formation des Conseillers Prévention (tous modules et/ou sous-modules confondus, cf. infra) sur le développement de leur capacité à accompagner les acteurs opérationnels dans les unités de travail (assistants de prévention et directeurs ou directrices d'unité), dans la mise en œuvre des évaluations RPS et la mise en place d'un plan d'action opérationnel. Ainsi devront-ils, au terme des différents modules de formation suivi, être en capacité d'adopter **une posture d'appui et de conseil** vis-à-vis de ces acteurs, en lien avec l'utilisation des différents outils sur lesquels ils auront été formés.

Dans un souci de transversalité et de partage des pratiques, ce module de formation sera accessible à l'ensemble des acteurs décrits ci-dessus (CPC – RRH – CRH – CRHD). Cela représente une population socle de 35 personnes, pouvant s'élargir, dans une **limite de 50 personnes**.

Pour ces agents, le dispositif Acculturation-Formation RPS se déclinera au travers de 3 modules. Le premier module (Module 1 « socle »), permettra aux participants, d'acquérir les éléments nécessaires à la compréhension de ce que sont les RPS et leurs enjeux de prévention (« globalement », ainsi qu'à INRAE).

A noter que les modules 2 et 3 sont destinés aux participants ayant déjà un « bagage RPS », soit qu'ils aient pour cela suivi le module « socle », soit qu'ils aient acquis ce bagage par ailleurs.

Module 1 « socle » : RPS en général et RPS à INRAE (1 jour)

Objectifs : ce module doit permettre à chaque participant de :

- Identifier l'intérêt de prévenir les RPS sur le fonctionnement des collectifs de travail ;
- Identifier les différents types de RPS et comprendre leurs impacts sur la santé ;
- S'approprier un langage commun sur le sujet des RPS ;
- Connaître la politique d'INRAE en matière de prévention des RPS ;
- Identifier les acteurs et les outils à disposition à INRAE ;
- Savoir agir efficacement dans son rôle : se situer en tant qu'acteur potentiel, savoir alerter pour soi et les autres.

Éléments attendus dans le programme :

- Histoire de la santé au travail : du curatif au préventif, de la médecine vers la santé au travail ;
- Notion de « risque psychosocial » : évolution(s) du concept, liens avec la Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) ;
- Cadre juridique (réglementaire et jurisprudentiel) relatif aux RPS : accord cadre du 22 octobre 2013 portant sur la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique, document unique d'évaluation des risques, etc. ;
- Enjeux humains, économiques et organisationnels autour des RPS et de leur prévention ;
- Facteurs et processus générateurs de risques, et impacts sur la santé au travail ;
- Politique RPS d'INRAE et outils à disposition ;
- Clefs de repérage pour identifier les situations à risques et savoir les prévenir ;
- Analyse des accidents de travail en lien avec les troubles psychosociaux.

Module 2 : Formation à une méthode type d'analyse de situation complexe (ANACT) (1 jour)

Objectifs : ce module doit permettre à chaque participant de :

- Acquérir une méthodologie participative et pluridisciplinaire de prévention des risques psychosociaux centrée sur l'organisation du travail ;
- Identifier, analyser et évaluer les RPS ;
- Inscrire les RPS dans le Document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP).

Éléments attendus dans le programme :

- Analyse de situations de travail complexes ;
- Mise en place d'un groupe de travail pluridisciplinaire ;
- Identification, analyse et évaluation des RPS, réalisation d'un plan d'action.

Module 3 : Formation aux Espaces de Discussion sur le Travail (EDT) (3 jours)

- Partie 1 : mise en place d'un EDT (1 jour)

Objectifs : ce module doit permettre à chaque participant de :

- Comprendre les enjeux de la discussion sur le travail ;
- Appréhender les différents types d'espaces de discussion ;
- Construire durablement un espace de discussion sur le travail ;
- S'approprier des outils et des repères pour animer la discussion sur le travail.

Éléments attendus dans le programme :

- Les enjeux de la discussion au travail ;
- Les différents espaces de discussion : formats, intérêts, limites, conditions de mise en œuvre ;
- L'inventaire et l'analyse des espaces existants dans l'entreprise ;
- L'élaboration d'une ingénierie pour développer des espaces de discussion : durée, fréquence, acteurs, modalités d'animation ;
- Les outils et repères pour animer une discussion sur le travail.

- Partie 2 : animation d'un EDT (2 jours)

Objectifs : ce module doit permettre à chaque participant de :

- Comprendre le rôle de l'animateur et appréhender la posture de facilitateur ;

- Maîtriser des techniques de communication, de discussion sur le travail et d'élaboration d'une production collective ;
- Promouvoir la mise en discussion concrète du Travail.

Eléments attendus dans le programme pour le jour 1 :

- Définir les enjeux, les finalités et les objectifs des espaces de discussion en lien avec la politique QVCT de l'organisation ;
- Préparer l'amont et l'aval de la mise en discussion du travail ;
- Partager des repères et des outils pour comprendre et analyser l'activité de travail ;
- Expérimenter les conditions et habiletés relationnelles facilitant la discussion sur le travail.

Eléments attendus dans le programme pour le jour 2 :

- Expérimenter des outils pour la discussion et la production collective de propositions concrètes ;
- Travailler un argumentaire permettant de présenter et promouvoir les espaces de discussion en interne ;
- Élaborer une feuille de route pour inscrire durablement les apprentissages de la formation.

Pour les deux modules (et les deux sous-modules), l'effectif de chaque session ne devra pas être inférieur à 7 ni supérieur à 15 personnes.

Article 2.2.2 Pour les membres des F3SCT

INRAE dispose depuis le 1^{er} janvier 2023 d'un CSA d'établissement et de 19 CSA spéciaux créés dans chaque centre. A chaque CSA est associée une F3SCT, sauf dans 3 centres, compte tenu des effectifs (cf. Annexe 2 Répartition des sièges aux F3SCT d'INRAE). Leur composition est variable, de 5 à 10 représentants du personnel et autant de suppléants, selon les effectifs de centre établis à partir des élections professionnelles. Les représentants de l'administration sont le (ou la) Président(e) de Centre assurant la présidence du comité ainsi que le (ou la) Directeur(trice) des services d'Appui ou son (sa) représentant(e), ainsi que le (ou la) responsable des ressources humaines.

L'appellation « membres des F3SCT de centre et nationale » (et membres de CSAS en l'absence de F3SCT de centre) constitue un ensemble qui regroupe (environ)* :

- **310** représentants du personnel ;
- **60** représentants de l'administration (Présidents de centre et Directeurs des Services d'Appui, responsables des ressources humaines) ;
- **38** préventeurs de centre (conseillers de prévention et adjoints).

**Pour plus de précisions se référer à l'annexe 2 « Répartition des sièges aux CSA spéciaux et F3SCT associées ».*

Pour ces agents, le Dispositif Acculturation-Formation RPS se déclinera au travers d'une session constituée de deux modules. Le 1^{er} (Module 1) consacré au contexte réglementaire en matière de santé et de sécurité au travail, et le module suivant (Module 2) au rôle de la F3SCT dans la prévention de ces risques :

Module 1 : RPS et rôle de la F3SCT dans la prévention des RPS (1 jour)

Objectifs : ce module doit permettre à chaque participant de bénéficier d'une introduction au contexte de la réglementation relative à l'hygiène, la sécurité du travail et la prévention médicale dans la fonction publique.

La majorité des participants aura suivi les modules de formations initiales membres des CSA/F3SCT de 3 jours. Il ne sera donc pas nécessaire de revenir en détail sur les rôles et missions des acteurs de la F3SCT.

Toutefois, il sera demandé au prestataire de présenter une séquence introductive rappelant de manière synthétique le rôle de la F3SCT, sur le fondement des décrets 82-453 modifié et n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat.

Éléments attendus dans le programme :

- Cadre réglementaire relatif à la F3SCT, cadre réglementaire et jurisprudentiel relatif aux RPS : accord cadre du 22 octobre 2013 portant sur la prévention des risques psychosociaux dans la fonction publique, document unique d'évaluation des risques, etc. ;
- Facteurs et processus générateurs de risques, et impacts sur la santé au travail ;
- Intérêt de la prévention des RPS sur le fonctionnement des collectifs de travail ;
- Enjeux humains, économiques et organisationnels autour des RPS et de leur prévention ;
- Notion de « risque psychosocial » : évolution(s) du concept, liens avec la QVCT ;
- Politique RPS d'INRAE : Groupe de travail RPS-QVCT, Plan d'action de prévention RPS ;
- Acteurs et outils à disposition à INRAE.

Module 2 : RPS à INRAE - Agir efficacement (1 jour)

Objectifs : ce module doit permettre à chaque participant de :

- Savoir agir efficacement dans son rôle : se situer en tant qu'acteur potentiel, savoir alerter pour soi et les autres ;
- Acquérir des outils pour pouvoir conseiller/accompagner les unités dans leurs évaluations des RPS et dans la mise en place d'un plan d'action.

Éléments attendus dans le programme :

- Clefs de repérage pour identifier les situations à risques et savoir les prévenir (Registre Santé et Sécurité au Travail -RSST-,...) ;
- Notions d'accident de travail et accident de service : comment mener une enquête à la suite d'un accident ou en cas de risque grave identifié afin d'éviter que la situation se reproduise ;
- Atelier / cas pratiques : analyse de situations de travail vis-à-vis de ses enjeux en termes de RPS, en lien avec le rôle de la F3SCT dans la prévention des RPS ;
- Propositions de méthodologies.

Les sessions seront préférentiellement organisées sur 2 jours consécutifs. L'ordre des modules proposé devra être respecté. En cas de multiples intervenants lors d'une session de formation, il conviendra de s'assurer de la continuité de la session.

Le principe d'une formation-pilote dès la première session sera appliqué, ceci afin d'en ajuster le contenu avec les organisateurs avant de déployer l'ensemble des sessions.

L'effectif de chaque session (pour les 2 modules) ne devra pas être inférieur à 10 ni supérieur à 20 personnes, d'ancienneté et de pratiques différentes et homogènes.

Article 2.2.3 Pour les Assistants de Prévention

Les assistants de prévention (AP) forment une population d'environ 650 personnes, répartie au sein de l'ensemble des centres et des unités d'INRAE.

Pour ces agents, le Dispositif Acculturation-Formation prendra la forme d'une sensibilisation aux RPS qui sera dispensée sous un format de webinaire.

Ces séquences constitueront une sensibilisation à la méthodologie d'évaluation des RPS à INRAE, d'une durée de 3h maximum, construites en lien avec le Pôle Prévention National d'INRAE.

Article 2.2.4 Pour l'encadrement (centres et unité)

L'encadrement d'INRAE est constitué de tous les agents en responsabilité d'encadrement, soit les DU (directeurs d'unités) et leurs adjoints, ainsi que les responsables d'équipe (la population cible est estimée à 600 personnes environ).

Pour ces agents, le Dispositif Acculturation-Formation prendra la forme d'une sensibilisation aux RPS, organisée sous un format présentiel, d'une durée d'une demi-journée, sur les centres.

Objectifs pour ce module : il doit permettre à chaque participant de :

- Identifier les différents types de RPS et comprendre leurs impacts sur la santé ;
- S'approprier un langage commun sur le sujet des RPS ;
- Intérêt de la prévention des RPS sur le fonctionnement des collectifs de travail ;
- Connaître le rôle et les responsabilités spécifiques de l'encadrement en matière de prévention des RPS ;
- Savoir mieux identifier les situations à risque et anticiper la survenance de troubles psychosociaux au sein des collectifs ;
- Se familiariser avec la prévention des RPS « en général » et à INRAE (nouvelle méthode d'évaluation des RPS Préventéo).

Eléments attendus dans le programme :

- Histoire de la santé au travail : du curatif au préventif, de la médecine vers la santé au travail ;
- Notion de « risque psychosocial » : évolution(s) du concept, liens avec la QVCT ;
- Cadre juridique (réglementaire et jurisprudentiel) relatif aux RPS : accord cadre de 2013 ; document unique d'évaluation des risques, etc.
- Enjeux humains, économiques et organisationnels autour des RPS et de leur prévention ;
- Facteurs et processus générateurs de risques, et impacts sur la santé au travail ;
- La prévention des RPS à INRAE (nouvelle méthodologie d'évaluation des RPS, implémentée dans le logiciel Préventéo) ;
- Rôle du conseil de service de l'unité, place de l'encadrant (responsable d'équipe, directeur/directrice d'unité) dans la prévention des RPS.

Pour ces sensibilisations en présentiel sur site, l'effectif de chaque session ne devra pas être inférieur à 10 personnes, d'ancienneté et de pratiques différentes et homogènes ;

Le programme de formation devra inclure, autant que possible, des mises en situation, dans un esprit de d'interactivité avec les participants.

Article 2.2.5 Pour les agents

INRAE totalise environ 12 000 agents, répartis sur les 19 centres de l'institut (*cf. Annexe 2 Effectifs*). Pour ces agents, le Dispositif Acculturation-Formation prendra la forme d'une sensibilisation aux RPS, déclinable selon 2 modalités :

- Organisation sur chaque centre, d'une conférence de sensibilisation aux RPS, avec formateur en présentiel, d'une durée d'une demi-journée (3h maximum) ;
- Mise à disposition permanente d'un module d'e-learning.

Eléments et objectifs attendus pour le format conférence :

- Notion de « risque psychosocial » : évolution(s) du concept, liens avec la QVCT ;
- Cadre juridique (réglementaire et jurisprudentiel) relatif aux RPS : accord cadre de 2013 ; document unique d'évaluation des risques, etc.
- Enjeux humains, économiques et organisationnels autour des RPS et de leur prévention ;
- Facteurs et processus générateurs de risques, et impacts sur la santé au travail ;
- Nouvelle méthode d'évaluation des RPS à INRAE (Préventéo).
- Identifier les différents types de RPS et comprendre leurs impacts sur la santé ;
- S'approprier un langage commun sur le sujet des RPS ;
- Se familiariser avec la prévention des RPS « en général » et à INRAE (méthode d'évaluation des RPS) ;
- Intérêt de la prévention des RPS sur le fonctionnement des collectifs de travail ;
- Comprendre les bénéfices à attendre de l'acculturation à la prévention des RPS (sens au travail, collectifs apaisés, etc.).

Eléments importants relatifs à la création du module e-learning

Le module devra être réalisé au format SCORM.

Il pourra être mise à disposition sur la plateforme du prestataire retenu, ou sur la plateforme interne INRAE.

Le module e-learning pourra intégrer des supports de type présentation, vidéo, quizz.

La durée de réalisation d'un module par un participant n'excédera pas 45 minutes.

Le module e-learning devra être disponible et accessible sur la totalité du marché à minima.

Eléments clefs à retrouver dans le module de e-learning :

- Notion de « risque psychosocial » : évolution(s) du concept, liens avec la QVCT ;
- Cadre juridique (réglementaire et jurisprudentiel) relatif aux RPS : accord cadre de 2013 ; document unique d'évaluation des risques, etc.
- Enjeux humains, économiques et organisationnels autour des RPS et de leur prévention ;
- Facteurs et processus générateurs de risques, et impacts sur la santé au travail ;
- Langage commun sur le sujet des RPS ;
- Identification des différents types de RPS et de leurs impacts sur la santé ;
- Familiarisation avec la prévention des RPS « en général » et à INRAE (nouvelle méthode d'évaluation des RPS sur l'outil Préventéo) ;
- Enjeux de la prévention des RPS sur le fonctionnement des collectifs de travail ;

ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA MISSION

Pour les acteurs prévention/RH des centres et départements de recherche et membres des F3SCT, les sessions devront principalement être organisées à Paris ou à Antony, dans les locaux d'INRAE

aux 11 rue Jean Nicot, 147 rue de l'Université, Paris 7^{ème} ou au 1 Rue Pierre Gilles de Gennes à Antony (92).

Certaines pourront exceptionnellement être organisées sur demandes particulières.

Pour l'encadrement d'INRAE et les agents, les sessions devront principalement être organisées dans les centres de recherche, et s'effectuer au sein des centres demandeurs.

S'agissant du cas particulier des Antilles, et plus précisément de la Guadeloupe, il est envisagé d'organiser une conférence à destination des agents, d'une durée d'une demi-journée, ainsi qu'un module spécifique à l'attention des encadrants, également d'une demi-journée. Une formation des membres du F3SCT pourra être adossée à ces actions, pour une durée totale de deux jours, afin d'optimiser les coûts liés aux déplacements. Eu égard aux effectifs concernés, un unique déplacement d'une durée globale de trois jours sera ainsi suffisant pour l'exécution de l'ensemble du marché.

En ce qui concerne cette prestation, le devis revêt un caractère obligatoire. Les frais afférents au transport et à l'hébergement seront remboursés au titulaire dans le respect des conditions applicables à l'INRAE, telles que précisées dans le BPU, au sein du tableau intitulé « Grille des conditions de remboursement INRAE ».

Article 3.1 Organisation de la logistique relative aux sessions de formation

Les sessions en présentiel auront lieu préférentiellement dans les locaux d'INRAE, à Paris (11 rue Jean Nicot, 147 rue de l'Université, Paris 7^{ème}) ou à Antony (1 Rue Pierre Gilles de Gennes, Antony (92)). Dans ce cas le prestataire aura uniquement en charge la logistique relative aux inscriptions, aux convocations des agents et à la diffusion des attestations de stage.

INRAE s'engage à mettre à disposition du prestataire, dans le cadre des sessions en présentiel au sein de ses locaux, un local équipé contenant les éléments suivants :

- accès systématique à internet,
- téléphone ;
- et tout équipement nécessaire au bon fonctionnement des sessions

INRAE prendra en charge la réservation de la salle sur site et la restauration des participants (dont le/les formateurs).

Article 3.2 Calendrier d'action

La réunion de cadrage avec le pôle prévention national INRAE devra avoir lieu dans les 15 jours suivant la notification du marché.

Une réunion d'ajustement avec le pôle prévention national INRAE aura lieu après le déploiement des premières sessions de formation (notamment CPC-RRH et membres de F3SCT).

La réunion de cadrage et la réunion d'ajustement permettront d'assurer une co-construction pédagogique continue entre le titulaire du marché et INRAE. À ces occasions, des documents de travail pourront être transmis et des échanges organisés avec les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du dispositif au sein de l'institut (pôle prévention, psychologue du travail, etc.).

L'objectif calendaire est variable selon les populations à former, et se décline comme suit :

	2026	2027	2028	2029
CPC-RRH-CRH-CRHD				
F3SCT				
Assistants de Prévention				
Encadrement				
Tout agents				

Un bilan annuel des actions de formation, sous format de rapport d'activité devra être réalisé à destination de la F3SCT d'établissement.

ARTICLE 4 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITÉ ET SÉCURISATION DES DONNÉES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SOUS-TRAITANTS ET ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Article 4.1 Exigences réglementaires

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCAP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

- Conformité au référentiel général d'interopérabilité (RGI)

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1).

Les informations concernant le RGI sont disponibles sur le site : <https://www.numerique.gouv.fr/offre-accompagnement/reference-interoperabilite-rgi/>

- Conformité au référentiel général d'amélioration de l'accessibilité (RGAA)

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 4.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 20 septembre 2019.

Les informations concernant le RGAA sont disponibles sur le site : <https://accessibilite.numerique.gouv.fr/>

- Conformité au référentiel général de sécurité (RGS)

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives. La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,
- Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Les informations concernant le RGS sont disponibles sur le site : <https://cyber.gouv.fr/reglementation/reglementation-identite-confiance-numerique/securite-echanges-voie-electronique/referentiel-general-de-securite/>

- Conformité à la Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat (PSSIE)

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Les informations concernant la PSSIE sont disponibles sur le site : <https://cyber.gouv.fr/reglementation/cybersecurite-systemes-dinformation/protection-du-service-numerique-de-letat/>

- Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/le-reglement-europeen-sur-la-protection-des-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de *privacy by design* prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données personnelles, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quit-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS 2021 et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.

- Le Titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

Article 4.2 Engagement du Titulaire

- Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle comme recourir à un hébergeur agréé données de santé, chiffrement des ordinateurs, chiffrement des canaux de communication de pièces fournies par les agents, sécurisation des boîtes mails, pour assurer la sécurité et la conservation des données traitées dans le cadre du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE via un canal sécurisé puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants à la fin de l'accord-cadre. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.
- Le titulaire garantit qu'aucun transfert de données à caractère personnel hors de l'Union européenne ne sera effectué.
- Le titulaire notifie à INRAE toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à INRAE, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

- **Sécurisation des prestations et du Système d'Information**

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

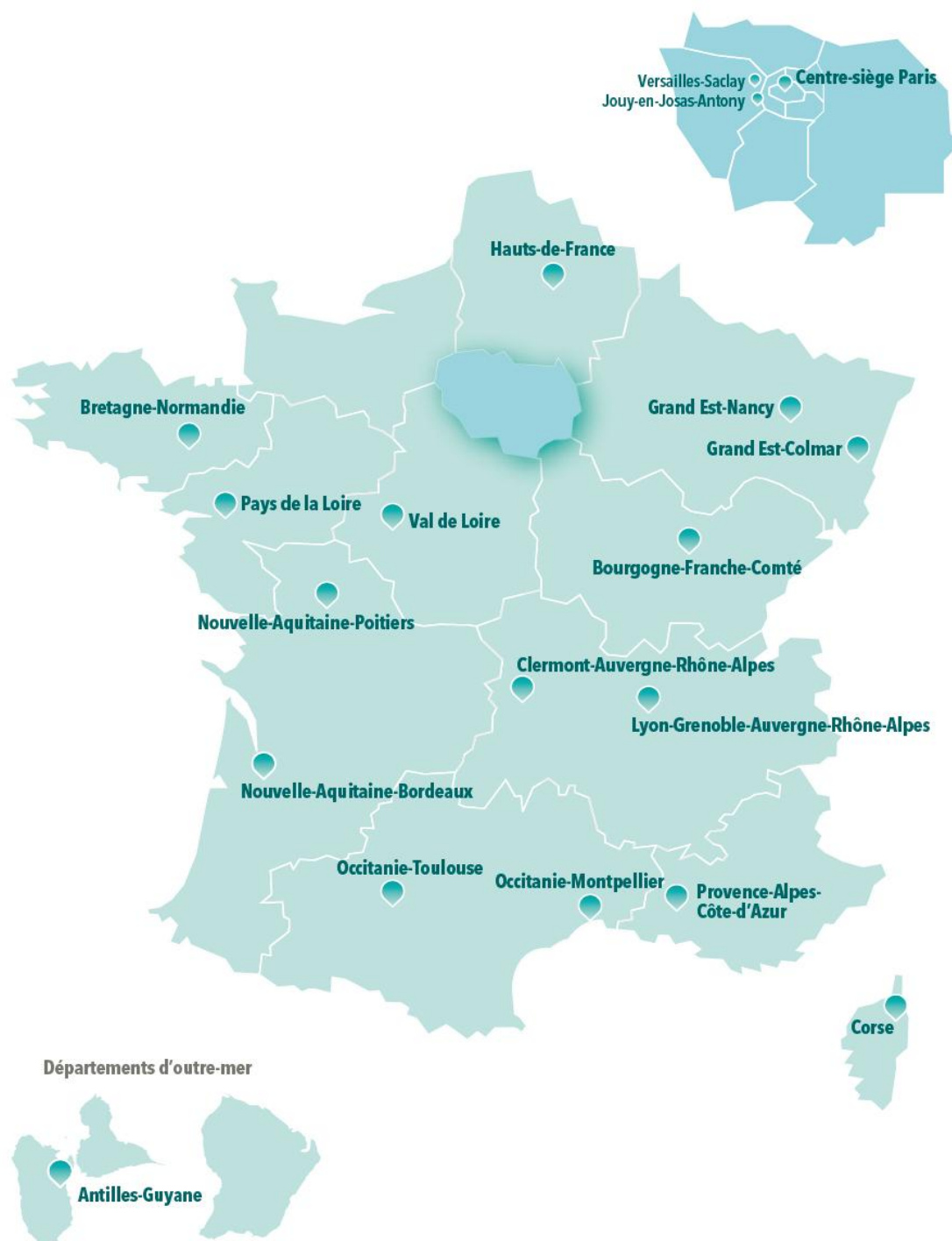
- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations de l'accord-cadre ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.

Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

- Le PAS pourra évoluer pendant la durée de l'accord-cadre afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,
 - L'hébergement des données et des services,
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
 - Le maintien en condition de sécurité,
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet de l'accord-cadre,
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

Annexe 1 – Sites d'INRAE



Annexe 2 – Effectifs des centres et Répartition des sièges aux CSA spéciaux et F3SCT associées

F3SCT	Effectifs des centres (données RSU 2022)	Représentants de l'administration*	Représentants du personnel (titulaires + suppléants)
Centre de recherche Antilles-Guyane	190	4	5 + 5
Centre de recherche Bourgogne-Franche-Comté	396	4	7 + 7
Centre de recherche Bretagne-Normandie	846	5	10 + 10
Centre de recherche Clermont-Auvergne-Rhône-Alpes	801	6	10 + 10
Centre de recherche Corse	47	4	5 + 5
Centre de recherche Grand-Est-Colmar	111	4	5 + 5
Centre de recherche Grand-Est-Nancy	296	4	7 + 7
Centre de recherche Hauts-de-France	100	4	5 + 5
Centre de recherche Ile-de-France-Jouy-en-Josas-Antony	865	5	10 + 10
Centre de recherche Ile-de-France-Versailles-Saclay	950	4	10 + 10
Centre de recherche Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes	507	5	8 + 8
Centre de recherche Nouvelle-Aquitaine-Bordeaux	768	4	10 + 10
Centre de recherche Nouvelle Aquitaine-Poitiers	219	4	7 + 7
Centre de recherche Occitanie-Montpellier	1098	5	10 + 10
Centre de recherche Occitanie-Toulouse	706	5	10 + 10
Centre de recherche Pays-de-la-Loire	560	5	8 + 8
Centre de recherche Provence-Alpes-Côte d'Azur	896	5	10 + 10
Centre de recherche Val de Loire	720	5	10 + 10
Centre-siège	608	4	8 + 8
TOTAL	10 684	86	310

*Sont inclus dans les représentants de l'administration : Présidents de centre, Directeurs des services d'Appui, Responsables des ressources humaines, conseillers de prévention et adjoints.

Annexe 3 – Tableau de synthèse

Population	Effectif cible	Nombre de jours de formation	Nombre sessions maximum	Échéance cible
CPC-RRH CRH-CRHD	50	Module 1 « socle » : une journée Module 2 « ANACT » une journée Module 3 EDT (mise en place + animation) : 3 journées	3 3 3	mi-2027
F3SCT	408	Module 1 + 2 (2 journées)	24 (6/an)	Fin 2029
Assistants de Prévention	650	Webinaire AP* (3h max)	8 (2/an)	Fin 2029
Encadrants	600	Modules encadrants (½ journée)	38	Fin 2029
Tout agents	12 000	Conférence (½ journée)	76 (19/an)	Fin 2029
		E-learning	Permanent	

*Le système de visioconférence retenu devra accepter de nombreuses connexions (<100).

**Le module E-Learning “sensibilisation aux RPS” sera identique pour chacune des populations